

L'autre guerre froide, entre Nord et Sud

Créé il y a 50 ans, le Mouvement des pays non-alignés cherchera à transformer l'ordre économique et politique mondial. Le projet «Tiers-Monde» était né.

PAR MARC GUÉNIAT ET JULIEN LAURENT

En décembre dernier, la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED) a commémoré à Genève le 50^e anniversaire de la création du Mouvement des non-alignés (NAM). Fondé en 1961 à Belgrade, à l'apogée de la guerre froide, le NAM rassemble les nouveaux États issus de la décolonisation et incarne l'émergence d'une troisième force sur la scène internationale, le «Tiers-Monde». Rapidement, ce mouvement s'unit au-delà du simple refus de s'aligner sur l'une ou l'autre des deux superpuissances. «Le Tiers-Monde n'était pas un endroit, c'était un projet», affirme Vijay Prashad, professeur d'histoire à Trinity College, aux États-Unis. Ce projet consistait ni plus ni moins à transformer l'ordre économique et politique mondial existant.

Le désenchantement sera à la hauteur de cet immense espoir. Comme pour l'attester, les sièges de la prestigieuse salle XVII de l'ONU, où se tient la réunion de la CNUCED, sont à

moitié vides. Les intervenants et les interprètes semblent plus nombreux que les délégations. Et pour cause: changer le monde n'est plus à l'ordre du jour. «La commémoration de cette ère révolue accentue le contraste avec le discours actuel. La réforme du système international a été reléguée aux oubliettes», tranche Idriss Jazairy, ambassadeur algérien auprès des Nations Unies à Genève. «Bien que l'ordre international continue de lui être défavorable, le Sud manque du leadership et de l'organisation nécessaires pour que sa voix soit entendue et prise en compte», abonde Branislav Gosevic, ancien responsable du secrétariat South Centre, l'organisation intergouvernementale des pays du Sud.

Pourtant, lors de la création du NAM, «nous sentions que nous pouvions vraiment transformer la structure des relations internationales qui représentait un obstacle aux aspirations collectives de nos peuples», se souvient l'Algérien Idriss Jazairy. A l'époque, les pays du Sud contestent l'ordre mondial, jugé intrinsèquement déséquilibré et nuisible à leur développement; il ne faisait que renforcer les rapports de domination établis en faveur des pays développés.

L'attention se focalise sur les institutions d'inspiration libérale (FMI, Banque Mondiale et GATT, ancêtre de l'OMC) instaurées au lendemain de la Seconde Guerre mondiale afin de promouvoir la libre circulation des marchandises et des capitaux. Reposant sur l'égalité, la réciprocité et la non-discrimination entre pays, le GATT est particulièrement décrié. Selon les pays du Sud, l'application de ces trois principes à des acteurs inégaux ne peut qu'accroître les inégalités existantes.

Créée en 1964, la CNUCED se fait le fer de lance de cette contestation. Elle reçoit

le mandat «sans équivoque d'étudier la relation entre commerce et développement», note dans ses mémoires Paul Berthoud, un ancien de l'agence onusienne. C'est-à-dire, implicitement, de réfléchir à un modèle alternatif d'organisation de l'économie mondiale ayant pour but le développement économique des pays les plus pauvres. En s'opposant initialement à la création de la CNUCED, l'Occident ne s'y est pas trompé. Mais les pays du Tiers-Monde, disposant d'une majorité à l'Assemblée générale de l'ONU et unis sur le plan économique sous la bannière du G77, passent outre. D'autant qu'ils bénéficient fréquemment de l'appui du bloc socialiste, «la rivalité idéologique est-ouest offrant aux pays en développement un espace pour remettre en cause le statu quo international», analyse Idriss Jazairy.

ESPOIR «ABERRANT»

Les pays du G77 sont naturellement loin de constituer un groupe homogène et de partager les mêmes réalités économiques. Néanmoins, fait remarquer Paul Berthoud, «ils partageaient la même volonté de changer l'ordre économique international et la conviction que l'action collective demeurerait le meilleur moyen de redistribuer les cartes».

L'historien Eric Hobsbawm précise: «Tous ces pays étaient pauvres, tous étaient dépendants, tous avaient des gouvernements qui voulaient développer leur pays et aucun ne croyait [...] que le marché capitaliste mondial ou l'initiative intérieure spontanée leur permettrait d'y parvenir.» Cette unité explique l'émergence d'un espoir «aberrant», celui de croire que changer le monde était possible, analyse Paul Berthoud avec le recul. Des conférences de Genève (1964) à Manille (1979), en pas-

sant par New Delhi (1968) et Nairobi (1976), le Sud parvient à faire du développement une question internationale. Sous la férule de la CNUCED, son véritable «secrétariat officieux», il revendique le droit de s'industrialiser, de diversifier son économie et d'améliorer les termes de l'échange. Il demande un régime de tarifs douaniers différenciés et un contrôle des flux de capitaux. En 1974, ces revendications sont synthétisées par l'Assemblée générale des Nations Unies dans une résolution qui vise à instaurer un «Nouvel ordre économique international». «Le projet du Tiers-Monde est alors à son apogée», observe Vijay Prashad.

Dans l'arène des négociations multilatérales, les pays du Sud disposent d'une seule – carte maîtresse: leur position de producteurs de matières premières. Ils s'en servent dès le départ, mais ce n'est qu'à partir du choc pétrolier de 1973 que leur pouvoir devient flagrant aux yeux de tous, au Nord comme au Sud. En octobre, dans le contexte de la guerre israélo-arabe, le cartel des pays producteurs, l'OPEP, décide unilatéralement de quadrupler le prix du baril. Un embargo sur les États-Unis est même décrété. Les images de millions d'automobilistes étasuniens faisant la queue devant les stations-services sevrées d'essence frappent les esprits.

Au fond, la stratégie est simple: le contrôle des matières premières essentielles pour l'économie mondiale devait permettre au Sud de faire infléchir le Nord, de modifier les règles du jeu. Cependant, malgré plusieurs tentatives, ce que l'OPEP est parvenu à faire avec le pétrole ne sera pas étendu à d'autres matières premières. Le cuivre, par exemple, n'a pu faire l'objet d'une telle entente, en raison du refus des deux principaux producteurs, le Chili et le Zaïre. «Aucun de ces deux pays n'était prêt



REUNION DU MOUVEMENT DES PAYS NON-ALIGNÉS À KUALA LUMPUR, MALAISIE, 29 MAI 2006

© KESTONE / EPA HMAAD YUSNI

à interférer avec les privilèges des multinationales qui exploitaient leurs mines, indique Paul Berthoud. En conséquence, l'idée d'une cartellisation des matières premières s'est rapidement essouffée. Il faut dire que plusieurs chefs d'État éclairés issus de la décolonisation cèdent leur place à des potentats, souvent parvenus au pouvoir suite à des coups d'État militaires.

Faute d'être suffisamment unis, les pays du Sud réduisent ainsi eux-mêmes à néant l'espoir qu'ils caressent. Mais en Occident, le traumatisme de 1973 s'est avéré assez important pour qu'une puissante contre-offensive s'y prépare; il ne fallait pas seulement que le rêve s'essouffle, il fallait aussi l'enterrer. Aux États-Unis, c'est la Fondation Heritage qui entame cette lutte. Ce puissant *think tank* conservateur produit en 1981 un rapport qui fait date, le *Mandate for leadership*, dont le but est de promouvoir la liberté d'entreprise, la réduction de l'appareil étatique, les «valeurs américaines» et une armée forte. Sur ses quelque 2000 recommandations, près de 60% sont mises en œuvre moins de deux ans après l'élection de Ronald Reagan à la présidence des États-Unis. D'autres pays prennent le même chemin, en particulier le Royaume-Uni avec l'élection de Margaret Thatcher, tandis que l'URSS s'effondre progressivement.

Parallèlement à ce tournant politique, la lutte acharnée contre l'inflation, consécutive à l'abandon de la convertibilité en or du dollar, conduit la Réserve fédérale américaine à augmenter drastiquement les taux d'intérêt du *prime rate* en 1979, imitée par la Banque d'Angleterre avec le LIBOR. Ces deux décisions ont des conséquences mondiales. S'étant fortement endettés durant les deux décennies précédentes en dollars bon marché, les pays du Sud doivent soudain se financer à des taux multipliés par cinq en quelques mois. La Banque mondiale les a encouragés à contracter ces emprunts pour leur développement, tandis que les banques occidentales ont été ravies de trouver un débouché à l'abondance de dollars, résultant notamment de la hausse du prix des carburants. En clair, les prêts

contractés dans les années 1980 et 1990 pour rembourser ceux des années 1970 «l'ont généralement été à des taux réels plus élevés que ceux qu'ils servent à rembourser», explique l'économiste Eric Toussaint.

A ce cercle vicieux s'ajoute, dès août 1982, une récession qui induit une baisse générale

Le contrôle des matières premières essentielles pour l'économie mondiale devait permettre au Sud de faire infléchir le Nord, de modifier les règles du jeu. Cependant, malgré plusieurs tentatives, ce que l'OPEP est parvenu à faire avec le pétrole ne sera pas étendu à d'autres matières premières.

des prix des matières premières. En conséquence, les pays du Tiers-Monde endurent «une situation d'étranglement financier», poursuit Eric Toussaint, qui débouche sur une crise de la dette, de nombreux États n'étant plus capables d'honorer leurs créances. Cette situation va aussi légitimer le dessein de l'Occident: faire de l'agenda du développement non plus une question internationale, abordée au sein des instances multilatérales, mais une question nationale, traitée au cas par cas, souvent à travers des plans d'ajustement structurels du FMI. D'inspiration néolibérale, ceux-ci prévoient notamment la privatisation des

firmes produisant... les matières premières. Saisissant la balle au bond, l'Occident en profite pour reprendre le contrôle des Nations Unies et modifier le mandat de la CNUCED tout en diminuant son budget. On lui «ôte toute prérogative dans les négociations tandis que son travail a été progressivement réorienté sur les aspects nationaux du processus de développement», relève Paul Berthoud. L'agenda international du développement se résume désormais à une série de huit objectifs, les objectifs du millénaire, dont on vérifie l'avancement dans les pays en développement. Et «sept d'entre eux concernent des questions de politique internes», relève Idriss Jazairy.

«COMMISSION DU SUD»

Avec la perte d'influence de la CNUCED, les pays du Sud se voient privés d'un pont les reliant, malgré leurs divergences, d'un lieu de conseil et d'information pour préparer les conférences. Le G77 s'en trouve considérablement affaibli. Pour combler ce vide, une coalition de chefs d'État instaure la «Commission du Sud» en 1987. Installée à Genève avec l'aide de la Suisse, son travail aboutit à une série de recommandations relatives à la dette et aux discussions en cours au sein du GATT (Uruguay Round). Sa principale conclusion est que les pays du Sud doivent s'unir – à nouveau – s'ils veulent faire valoir leurs intérêts dans le cadre des négociations, notamment celles qui touchent aux relations Nord-Sud.

Cette initiative débouche aussi sur la création du South Centre, qui devient le *think tank* du Sud, relève Branislav Gosevic, son premier responsable. Dès 1995, le South Centre acquiert le statut d'agence intergouvernementale. Mais aussi qualifiés que soient ses collaborateurs, cette institution «reste une petite organisation, avec des ressources très limitées à sa disposition», explique Branislav Gosevic. Elle n'acquiert pas la dimension d'une OCDE des pays du Sud, faute de moyens suffisants. Ses quelque 51 États membres ne parviennent pas à réunir plus de deux millions de francs par année pour son budget.

Cet échec est révélateur du manque de vision commune, «du monde fragmenté qu'est aujourd'hui le Sud», comme l'explique Vijay Prashad. Les divergences ont été flagrantes lors des récents sommets sur le climat, la propriété intellectuelle ou le commerce.

Le groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) serait sans doute le mieux à même d'endosser le leadership requis, mais «il ne s'est doté d'aucune compétence pour remettre en question la suprématie de l'OTAN. Or, de cette puissance militaire découle le pouvoir politique» qui fait défaut au Sud, poursuit Vijay Prashad. «Ils n'offrent en outre aucune alternative au néolibéralisme», conclut-il.

«Ce groupe très hétérogène fait certes contre-poids, mais n'est pas une force de proposition, explique le professeur Alfredo Valladao, président du conseil consultatif de l'Association Brésil-Union européenne. Leur monde idéal est celui d'avant la crise financière de 2008, un monde où l'Occident consomme et eux produisent et s'enrichissent.» Pour Vijay Prashad, cette nouvelle géographie de la production maintient la plupart des pays du Sud sous tutelle. A l'exception des BRICS, qui se mettent à breveter leurs innovations, le schéma est le suivant: le Nord a délocalisé la production industrielle au Sud tout en conservant les profits sous forme de rente par le biais de la propriété intellectuelle.

Alfredo Valladao concède que ce schéma a permis à 800 millions de personnes de sortir de la pauvreté lors des dix dernières années. Mais, malgré d'évidents progrès accomplis partout autour du globe, les écarts de développement demeurent très élevés. L'étude annuelle de la CNUCED sur les pays les moins avancés le montre. De plus, l'invention de l'acronyme BRICS, attribuée à Goldman Sachs pour évoquer de bonnes perspectives de croissance, «occulte les véritables enjeux de développement auxquels ses membres sont confrontés», relève Supachai Panitchpakdi, actuel secrétaire général de la CNUCED. Le projet Tiers-Monde attend toujours son successeur.



FONDATION DU MOUVEMENT DES PAYS NON-ALIGNÉS À BELGRADE, EN 1961

© DR